

L'élection au Burundi ne sera pas crédible, selon Washington

Arrib News, 21/07/2015 – Source AFP Les Etats-Unis ont estimé mardi que l'élection présidentielle au Burundi ne sera pas crédible et discréditent encore davantage le gouvernement qui les a organisées dans un contexte très tendu. "Les Etats-Unis craignent que des élections tenues dans les conditions régnant actuellement au Burundi ne seront pas crédibles et discréditeront davantage le gouvernement", a indiqué John Kirby (photo), porte-parole du département d'Etat dans un communiqué.

"L'insistance du gouvernement à maintenir les élections présidentielles mardi menace sa légitimité au regard de ses citoyens et de la communauté internationale", a poursuivi M. Kirby. Quelque 3,8 millions de Burundais étaient appelés aux urnes mardi pour une élection sans suspense boycottée par l'opposition. Le président Pierre Nkurunziza est assuré de remporter un troisième mandat controversé, jugé contraire à la Constitution par ses adversaires. L'annonce de sa candidature a plongé depuis fin avril le pays dans une profonde crise politique, marquée de violences qui ont fait plus de 80 morts. Deux personnes ont encore été tuées dans la nuit de lundi à mardi à Bujumbura où des explosions et tirs ont résonné toute la nuit. "Plus grand est le risque d'effacer le fragile progrès effectué grâce à la mise en oeuvre de l'accord d'Arusha, qui stipule clairement qu'aucun président burundais ne doit servir plus de deux mandats", a relevé M. Kirby. Selon lui, "la légitimité du processus électoral a été entachée ces derniers mois par le harcèlement de l'opposition et de membres de la société civile par le gouvernement, par la fermeture d'entreprises de presse et de l'espace politique, et par l'intimidation des électeurs". "Outre les dizaines de personnes tuées, quelque 167.000 Burundais se sont réfugiés dans les pays voisins", a-t-il affirmé. Les Etats-Unis se sont dit profondément inquiets par le fait que le ministre des Affaires étrangères Aimé-Alain Nyamitwe n'ait pas donné son feu vert à l'entrée avant le scrutin d'observateurs de l'Union africaine en matière de droits de l'Homme. "Toute tentative du gouvernement burundais de refuser aux citoyens la possibilité de choisir librement leur dirigeant, sans intimidations et menaces de violence, forcera les Etats-Unis à revoir attentivement tous les aspects de notre coopération qui ne sont pas encore suspendus, y compris la mise en place de restrictions de visa pour tous ceux responsables - ou complices - d'avoir soutenu l'instabilité au Burundi par la violence", a prévenu M. Kirby.